

## 18

# **Fin des immigrants, création des réfugiés. Fin de l'Etat-nation, création du nettoyage ethnique.**

**Marion O'CALLAGHAN**

*Texte traduit par Colette Guillaumin*

Nous considérons comme allant de soi que le mot "réfugié" est toujours compris et qu'on peut définir un réfugié. Certes, il y a des définitions légales qui tentent de déterminer, non pas ce qu'est un réfugié, mais ceux qui pour telle ou telle raison peuvent être considérés comme réfugiés et qui, en conséquence, sont présumés avoir le droit de demander l'asile ou, dans certains cas, l'admission dans des camps de réfugiés créés pour la circonstance. La définition ne concerne pas alors seulement ceux qui pourraient devenir des "réfugiés", elle est aussi élaborée en fonction de la société qui accorde l'asile et qui, ce faisant, est disposée à accepter certaines catégories de gens. Ceux-ci, qu'ils vivent dans des camps de relogement ou qu'on leur autorise une certaine intégration, sont censés remplir des critères qui, en dernière analyse, dépendent non pas des conditions propres au pays d'où émigrent les réfugiés -- pas plus que cela ne dépend de critères objectivement déterminés --, mais de la nature du pays d'accueil : ses conflits internes, la nature de son lien social, son mode de légitimation du pouvoir et le caractère de ses alliances extérieures.

Les réfugiés ne viennent pas de pays "amis". Les gens à qui on a donné le droit de s'installer mais qui viennent d'un pays ami sont des "immigrants", tenus pour être partis de leur plein gré et dont on peut s'attendre à ce que -- sous certaines conditions précises -- ils accèdent au droit à la citoyenneté et à la citoyenneté elle-même. Les réfugiés, par contre, bien qu'il puisse se faire qu'ils demeurent dans le pays d'accueil, ne sont pas partis par libre choix et retourneront -- ou seront renvoyés -- dans leur pays lorsque la situation qui a provoqué leur départ aura pris fin.

Il arrive que des réfugiés continuent à être considérés -- ou à se considérer eux-mêmes -- comme tels sur plusieurs générations. Ce n'est pas seulement le cas de groupes, comme par exemple les Cubains à Miami ou les Palestiniens au Moyen-Orient, dont la cohésion à l'étranger est affermie par leur implication politique dans la lutte interne pour le pouvoir qui a lieu dans leur pays d'origine. Cela peut arriver aussi dans le long terme historique, ainsi par exemple pour les immigrants partis d'Irlande après la famine. Dans cette mesure, "réfugié" et "diaspora" sont des notions intimement liées. Toutes deux impliquent la migration forcée, la non-intégration, l'intégration partielle et le rassemblement final, même si ces deux derniers sont devenus un mythe.

Les réfugiés ne sont pas la seule partie intéressée dans le rapport à leur pays d'origine. L'acceptation de réfugiés est toujours basée sur la reconnaissance, tant de la part des réfugiés que du pays d'accueil, que ce dernier a intérêt à un futur aménagement ou changement du pouvoir dans le pays émetteur. Il en est ainsi même lorsqu'il est expressément interdit aux réfugiés de faire de la "politique de réfugié" dans le pays d'accueil. Dans cette mesure, les réfugiés qu'on accepte sont ceux qui sont susceptibles de prendre le pouvoir dans l'avenir, ou du moins d'être les courtiers du pouvoir. C'est précisément pourquoi la politique sert d'élément primordial dans la définition des réfugiés même lorsque, à y regarder de près, des "réfugiés" ne sont pas en train de fuir une situation politique, mais migrent pour saisir des perspectives économiques. C'est cette sélection par la politique qui opère une hiérarchie à l'intérieur même du groupe réfugié -- en sélectionnant certains pour être relativement libres de leurs mouvements et les autres pour les camps de relogement, ou permettant à telle strate sociale d'être "sauvée" tout en laissant telle autre être physiquement éliminée.

## **Pression sur le pays producteur de réfugiés et sélection par le pays receveur<sup>1</sup>**

Etre réfugié, comme être immigrant, présuppose l'existence de frontières nationales. Certes, dans certaines circonstances, la même situation qui provoque les migrations vers l'extérieur peut aussi engendrer des migrations internes. Les deux phénomènes peuvent se produire en même temps. Il est toutefois rare que les migrants intérieurs soient vus comme des réfugiés, sauf dans les cas où leur migration menace la situation de pays frontaliers, ou bien quand des frontières limitent l'expansion de leur migration.

Ce n'est pas un hasard si -- bien que la persécution religieuse puisse être considérée comme une cause valable de départ, et bien qu'on puisse reconnaître que des cas de persécution religieuse se produisent -- un nombre relativement faible de réfugiés sont vus comme des réfugiés de la religion. La chose est encore plus rare en ce qui concerne la race ou même le sexe, bien qu'il puisse exister une oppression violente dans le premier cas et une discrimination généralement inadmissible dans le second. Appliquée à tous ces cas, la notion de "réfugié" entraînerait le droit à l'asile pour l'ensemble des membres d'un groupe -- supprimant ainsi la sélection politique qui permet à la fois les limitations et le courtage (*brokerage*).

---

<sup>1</sup> Les titres à l'intérieur de l'article sont de la responsabilité de l'éditeur.

C'est cette question qui se pose à la fin de la guerre civile en Espagne et qui voit 350.000 réfugiés espagnols regroupés dans la seule France. A une requête pour réinstaller certains d'entre eux en Irlande, Walshe, un haut fonctionnaire irlandais de l'époque, fit la réponse suivante : "Vous verrez en lisant la lettre que M. Perrin souhaiterait que notre Gouvernement donnât de l'emploi à un certain nombre de Rouges espagnols qui apparemment ne désirent pas rentrer dans leur propre pays. Pourriez-vous avoir l'obligeance d'informer M. Perrin de ce que l'Irlande, ayant elle-même un problème de chômage, n'est pas en mesure de donner du travail à des personnes qui lui sont extérieures (*outsiders*)."<sup>1</sup>

C'est exactement le même argument qui devait être utilisé dans les années quatre-vingt à l'égard des boat-people vietnamiens à Hong-Kong, en 1992 à l'égard des boat-people haïtiens en route pour les Etats-Unis ou en 1991 envers l'installation de réfugiés haïtiens à Trinidad et Tobago, et plus généralement à l'égard de la majorité des réfugiés dans n'importe quel pays en 1993. La position de la plupart des gouvernements aujourd'hui est celle de ce délégué à la conférence d'Evian début juillet 1938 : "Le problème devrait être résolu sur le plan intérieur (...) une pression pourrait être exercée sur le pays émetteur en soutenant une politique de quotas de réfugiés dans les pays récepteurs."<sup>2</sup>

En la circonstance, le pays émetteur était l'Allemagne nazie ; les réfugiés, des Juifs. Ces citations sont faites non tant pour dramatiser la question de l'asile que pour montrer que c'est une erreur de croire que les politiques envers les réfugiés, qu'il s'agisse de nombres ou de tel ou tel pays de provenance, seraient guidées par des principes moraux. Certes, on peut citer des principes. Toutefois, ils ne sont opérants que lorsqu'un certain nombre d'autres facteurs interviennent, quelle que soit la bonne foi des arguments en faveur de l'admission et éventuellement de l'installation de réfugiés. C'est au changement de caractéristiques de ces facteurs que je vais m'attacher maintenant.

Quels qu'aient été le degré d'antisémitisme ou le degré de sympathie envers les Juifs dans l'Europe sous la coupe nazie, les Juifs n'étaient pas considérés dans les années 1930 ou 40 comme une force politique potentielle, et d'ailleurs une sélection politique ne pouvait pas fonctionner face à la Solution Finale. Les Juifs d'Europe de l'Est, pauvres dans l'ensemble et bizarres culturellement, ne furent pas les bienvenus en tant qu'immigrants dans les années 20. Ils ne pouvaient guère être les bienvenus en tant que réfugiés dans les années 30.

## Les flux migratoires et leur direction

On dit souvent que les années 1960-1965 ont vu se produire un changement dans le modèle d'immigration. On parle de transformations en ce qui concerne le type d'immigration (de classe, familiale) ou le nombre d'immigrants. Les modèles ont changé si on considère les pays européens qui reçoivent des immigrants. Toutefois, le changement n'est pas en fait si marqué si on s'attache à l'origine des immigrants plutôt qu'à leur

---

1. Cité dans Keogh, Dermot : Ireland and Europe 1919-1989. Ed. 1990, p. 106.

2. Ibid., p. 105.

destination. Si les Antillais de classe ouvrière modifièrent la scène de l'immigration dans l'Angleterre du début des années soixante, des Antillais de classe laborieuse avaient commencé à migrer depuis la dernière décade du dix-neuvième siècle. Bien sûr, on pourrait soutenir que l'émigration et l'émergence d'une classe ouvrière urbaine "arrivent" en même temps et que le fait que ça "arrive" n'est pas un hasard. L'artisan des Caraïbes et ceux qui sont entrés dans la classe ouvrière ont souvent réussi à accomplir une mobilité sociale grâce à l'émigration. Les Antillais migrèrent au Panama, fournissant de la main-d'oeuvre pour la construction du Canal, à Maracaïbo au Vénézuéla comme part de la main-d'oeuvre de l'industrie du pétrole, et aux Etats-Unis d'Amérique pour devenir ouvriers d'usine -- ou domestiques dans le cas des femmes -- dans les Etats de New York et du New Jersey. Un plus petit nombre d'entre eux gagnèrent la Colombie, d'autres le Canada.

Mis à part les cas particuliers du travail sous contrat, le sous-continent indien a fourni des travailleurs migrants pour construire les chemins de fer en Afrique de l'Est, et y assurer le petit commerce ainsi qu'au Mozambique. L'émigration, d'ailleurs, ne s'oriente généralement pas vers l'Europe mais vers les pays où une industrialisation rapide offre des débouchés au travail immigrant. Et c'est l'interruption de ce flux, due soit à un déclin économique soit à des politiques d'immigration racialement orientées, qui entraîne l'arrivée d'immigrants en Grande-Bretagne de même qu'un brusque accroissement du flux vers les pays de langue anglaise du Commonwealth que sont le Canada et l'Australie. Dans presque tous les cas, la direction de l'émigration suit la direction du commerce et en aucun cas le choix d'un pays n'est déterminé par la culture ou la religion, bien que la présence d'une "colonie" d'immigrants dans un pays donné influence effectivement le choix.

Ce flux n'est pas aléatoire. Les immigrants s'installent dans les régions où on a besoin de leur travail, et dans les secteurs de l'économie -- la construction, les soins, les transports -- qui peuvent prendre de l'expansion ou se maintenir à faible coût grâce au moindre coût de la main-d'oeuvre immigrée. De la même manière, les immigrants vivent dans les quartiers où le bas prix des logements a permis à des vagues successives de nouveaux venus en ville d'établir non seulement leur foyer mais aussi des formes de communautés. Tout comme dans les décades précédentes, les immigrants comptent s'installer -- quelle que soit la nostalgie du retour -- mais en même temps aider leur famille restée au pays et appauvrie par les transformations agricoles ou disloquée par des guerres locales. L'envoi d'argent au pays continue à représenter une part importante des dépenses des immigrés.

## **Racisme et marchés du travail : migrants et citoyens**

L'émergence en Europe occidentale de ce que j'appellerais un racisme de crise au milieu des années 60 visait, non la "différence" comme on le prétend généralement, mais bien plutôt le maintien d'une différenciation qui puisse permettre d'enfermer les immigrants dans des secteurs économiques spécifiques, de limiter la redistribution des fonds de l'Etat ou des collectivités locales, de mettre en oeuvre des politiques discriminatoires dans l'éducation (déjà, de toute façon, basée sur une discrimination de classe), et de faire en sorte que les immigrants demeurent en marge de la syndicalisation et de la politisation. Autrement dit, l'Etat-providence, qui fut décisif après-guerre pour contenir la Gauche, était lié au travail relativement bon marché des immigrants et, donc, au maintien d'une certaine discrimination. Que cela n'ait pas été perçu par la classe ouvrière autochtone -- principale bénéficiaire de l'Etat-providence -- révèle la fonction du racisme.

Les années 1960-1964 sont importantes non seulement quant à la question de savoir qui émigre où, mais aussi, de façon plus cruciale, en ce qui concerne :

a. La détermination de nouvelles frontières nationales, c'est-à-dire l'émergence d'un certain nombre d'Etats indépendants.

b. Les changements cruciaux dans la nature de la production agricole et dans la nature de la production industrielle.

c. L'émergence du mouvement des Non-alignés.

Si, entre 1960 et 1964, la question des immigrants commence à préoccuper certains pays d'Europe, la question des réfugiés est à peine posée même lorsque, dans le cas des Pays-Bas, ils comportent un nombre assez important d'Indonésiens qu'on pouvait considérer comme différents. Le problème se pose en fait si peu comme problème que les Indonésiens sont rapidement "intégrés", même si rétrospectivement cette intégration peut être vue comme non choisie. Il en fut de même des Pieds-Noirs et des Harkis en France, même si ces derniers devaient être finalement englobés dans la catégorie Arabes. Au cours des années 1960-1964, je travaillais à la William Penn House à Londres. Mon travail comme secrétaire de cette institution quaker était de servir la paix en organisant des rencontres entre ceux qui étaient en conflit. Durant toute cette période, la question des réfugiés n'était pas débattue, bien qu'aux réunions fussent présents des Sud-Africains, des Palestiniens et d'autres qui correspondaient pleinement à la désignation d'"immigrants".

Chose curieuse, ni la propagande néo-fasciste quant aux hordes s'abattant sur les Britanniques pour les coloniser, ni les craintes des libéraux quant aux effectifs susceptibles de bouleverser l'équilibre fragile avec les quartiers où on ne consomme pas de curry, n'envisagèrent un instant l'arrivée de flots de réfugiés d'Afrique du Sud. Même lorsque la chute de Goulart au Brésil marqua le début de l'immigration de Latino-américains, ceux-ci furent bien accueillis en Grande-Bretagne comme en France, moins en tant qu'immigrants qu'à titre de membres malchanceux de la même classe sociale. Les discussions étaient centrées, non sur l'absorption de réfugiés, mais sur les conditions politiques et économiques qui avaient provoqué leur départ. En ce qui concerne les immigrants, on ne discutait guère de la situation dans leur pays d'origine, bien que, dans chaque cas, cette situation constituât la même cause de départ qui avait déclenché ce qu'on appelait des réfugiés. Ce qui était mis en relief était l'absorption, l'intégration, la différence, le conflit culturel, la langue, la religion, la cuisine, la manière de s'habiller -- sauf pour l'Extrême-droite qui eut l'indécence candide de mentionner "la race".

Il faut remarquer que l'une des explications du racisme contre les immigrants, à savoir les relations coloniales, tout en étant fonctionnelle en ce qu'elle fournit le contenu des mythes raciaux, ne suffit pas à expliquer l'orientation du racisme. A coup sûr, elle n'explique pas la situation des Turcs en Allemagne, pas plus que la simple perception n'explique les Albanais en Italie ou le classement des Irlandais en Grande-Bretagne. Ce n'est pas pour dire que la colonisation ou la fin de la colonisation au sens politique formel n'ont pas été importantes. Le colonialisme a fourni une hiérarchie toute prête de catégories "ethniques" ou "raciales" par laquelle les immigrants ont pu être introduits dans la société de classes européenne. L'indépendance a créé une citoyenneté différente, ce qui a permis d'utiliser systématiquement la catégorie de citoyen pour assurer une incorporation politique différentielle et des droits sociaux et économiques différenciés. C'est l'apparition de droits différentiels eu égard à la question de l'établissement qui a balayé la distinction entre

immigrants et réfugiés. Les uns comme les autres sont susceptibles de repartir et on pose en principe que leur loyalisme se situe hors du pays d'installation.

On pourrait prétendre, et cela s'est fait parfois, que la citoyenneté est elle-même discriminatoire, que les termes dans lesquels cette discrimination est énoncée dépendent du libre arbitre d'un Etat, que les pays qui produisent des immigrants pourraient dresser des barrières à leur gré et selon leurs propres objectifs. Le premier point est tout à fait vrai. Les deux derniers sont à discuter.

Avec l'indépendance, nombre de pays ont élaboré des clauses portant de façon générale sur la citoyenneté, la résidence, la propriété et l'accès au travail. Ces clauses cherchaient généralement à obliger à un choix entre le pouvoir colonial et l'Etat nouvellement indépendant, à éliminer les propriétaires terriens absents, à restructurer l'administration (dont les postes de haut niveau étaient généralement occupés par des citoyens de l'ancien pouvoir colonial), à prendre le contrôle de l'armée et de la police, à stopper la fuite des capitaux vers l'extérieur et à ouvrir la voie à une mobilité sociale interne, c'est-à-dire satisfaire les couches sociales qui avaient lutté pour l'Indépendance, et parfois à réduire l'activité des missionnaires en particulier dans les domaines "idéologiques" que sont l'éducation et la circulation de l'information. Ces mesures, prises par rapport à l'ancien colonisateur, n'étaient pas toujours innocentes à l'égard des pays environnants, ni même, bien sûr, à l'égard de certains citoyens. Elles étaient aussi destinées à consolider le pouvoir de la petite bourgeoisie intérieure par l'accès au capital et, dans certains cas, à favoriser des rapports de clientélisme dont on espérait qu'ils consolideraient l'Etat en l'absence de rapports politiques directs et en l'absence de relations économiques complexes et à grande échelle sur le plan intérieur. Ces mesures ont milité contre l'émergence d'organisations régionales puissantes. Pas une seule des organisations régionales du Tiers Monde qui sont apparues n'a pu réussir à planifier le développement régional, à éliminer les barrières commerciales et douanières, à permettre le libre passage des frontières ni à procurer une protection armée régionale. Les relations économiques dominantes ont continué à être tournées vers les relations coloniales et c'est ce rapport dominant qui a dicté l'orientation des relations économiques internes, qu'il s'agisse du type et de l'envergure de la production agricole, du développement et de l'implantation de l'industrie, de l'insertion dans le marché du travail ou de la nature et du degré de développement urbain. Et ce sont ces relations qui à leur tour ont influencé la nature des formations sociales, le développement de rapports de classes et les possibilités d'union intérieure ou de conflit intérieur. Il n'est pas surprenant que -- quelle que soit la bonne volonté exprimée par les gouvernements -- ce soit dans les pays du Tiers Monde que le "problème" des réfugiés s'est révélé le plus insoluble quand bien même les "réfugiés" étaient souvent de la même aire culturelle, parlaient la même langue ou des langues apparentées, partageaient la même religion et une grande part de la même histoire.

Si les puissances coloniales -- et l'ensemble de leurs partis politiques -- considéraient leur croissance économique et les bénéfices sociaux afférents comme liés au maintien de marchés "traditionnels", les assises de ces marchés commençaient à s'éroder. La nature de la production agricole avait changé. Tandis que cela touchait la Hollande où une rentabilité nouvelle était liée à l'avènement des bio-carburants, ce fut aux Etats-Unis que l'allure du développement avait révolutionné la production. Vers 1964, les Etats-Unis déversaient à bas prix plus d'agrumes que n'en pouvaient produire les Caraïbes et défiaient les Antilles anglaises sur leur marché colonial d'élection : le Royaume-Uni. En Thaïlande, les plantations d'ananas fonctionnaient selon un système où tout était fourni par les Etats-Unis,



depuis la semence jusqu'à l'usine. Le scandale de la recherche de marchés pour le lait par certains conglomérats allait de pair avec la compétition pour l'obtention de marchés pour toute une série de produits. Si Fidel Castro pensait que les Etats-Unis, à cause de l'importance du sucre pour eux, pourraient modifier leur politique envers Cuba, il avait tort. Dix ans auparavant, il aurait pu en être ainsi. La présence de Cuba servit seulement à ce que la production de sucre de l'Amérique se poursuive, protégée de la compétition et bénéficiant d'importantes subventions.

Puisque nombre d'Etats-nations calqués sur le modèle des traditions européennes et étatsuniennes de l'Etat-nation étaient en train de naître, on aurait pu s'attendre à ce que fussent mises en discussion deux composantes de ces traditions : la nature séculière de l'Etat et les Droits de l'Homme. L'attitude quant à la nature séculière de l'Etat fut de la laisser dans les limbes de l'ambiguïté. Nehru et un certain nombre d'intellectuels indiens y tenaient, mais elle ne fut jamais admise, ni en fait comprise. Malgré le pourcentage de musulmans, l'incorporation de la Goa catholique, l'agitation d'un Kerala qui comportait un assez grand nombre de chrétiens, pour la majorité des Indiens l'Inde était hindoue par opposition au Pakistan musulman et à l'Occident chrétien. L'Algérie était laïque -- mais musulmane. A Trinidad et Tobago, l'hymne national proclamait "Ici chaque croyance et race a une égale place" tandis que la constitution fut proclamée "sous la protection de Dieu". L'Arabie Saoudite produisit un ravissant mélange de dépendances de clan et d'Islam. Quant aux Droits de l'Homme, cela ne devint un programme de l'Unesco qu'en 1964 avec un seul projet : pour un réexamen des Droits de l'Homme.

Il s'agit d'un petit cercle de juristes qui tentent d'étayer les pactes et conventions en cours de réalisation en y incluant des champs d'intervention légale, principalement sous forme de Médiateurs. En 1964-1966, ceci n'a guère de succès. Une réunion qui se tient à Dakar en 1965 dans le but de créer un Médiateur africain basé au Sénégal est ponctuée par l'inquiétude africaine quant à l'Afrique du Sud -- soigneusement minimisée à ce moment-là par les juristes des Droits de l'Homme --, par l'assassinat du président des Etats du Nigéria, et par l'enlèvement de quelques jeunes garçons, kidnappés aux environs de Dakar et emmenés en Mauritanie. Ces trois incidents sont moins préoccupants qu'en tout cas la mise en suspens provisoire d'un Médiateur africain.

La réunion d'Oxford de l'Unesco coïncida avec la proclamation unilatérale d'Indépendance de Ian Smith.

Des spécialistes des Droits de l'Homme parfaitement convaincus se divisent sur cette question ; c'est ainsi que Kenneth Kirkwood, précédemment professeur en relations raciales pour l'Unesco dans ce qui était alors la Rhodésie, prône la non-intervention du Royaume-Uni au nom de "Kith and Kin" (nos amis et parents, nos proches). Quelle que fût la réalité des interventions armées, proprement dites ou par personnes interposées, on tenait pour sacrée la non-intervention dans les affaires des Etats-membres.

## **L'utopie d'un autre modèle de société**

Il y a des questions qu'on se pose à la fin d'une période particulière, et cette période que j'appellerais l'époque de l'espoir est vraiment terminée. Que serait-il arrivé si une Europe restreinte -- l'Europe de la communauté d'aujourd'hui -- avait renoncé à une petite part de confort, avait refusé ce qui de toute façon n'était qu'une nostalgie sélective, avait été

prête à s'intéresser de plus près à la démocratie, non pas en fonction d'un besoin de stabilité comme le fit la Vème République en France, mais en fonction des avantages à long terme qu'il y aurait eu à accompagner le progrès économique de formes plus effectives de démocratie ?

Et si des marchés plus durables avaient été créés en utilisant à l'étranger les mêmes techniques qu'on appliquait chez soi, à savoir étendre le pouvoir d'achat et accroître la complexité des échanges économiques ? Et si l'énergie et l'argent dépensés à défendre le "Monde libre" contre le communisme avaient été utilisés de façon méthodique pour créer les conditions de la liberté chez soi et dans les pays qui venaient de se former ? On reste songeur...

Le mouvement des Non-alignés, enfant spirituel de Nasser et de Nehru, chercha à prendre l'initiative de la paix en ne prenant pas parti dans le conflit "Est-Ouest". Ce n'était pas par moralité. C'était pour stopper l'expansion des bases militaires, la direction du flux de l'armement, et pour établir de nouvelles alliances, bâties, en dernière analyse, sur l'expérience coloniale. Dès le début, il y eut des problèmes. Tito en Yougoslavie souhaitait moins la paix telle que Nehru l'envisageait que l'accès au commerce qui permettrait de compenser l'isolement de la Yougoslavie dans l'Europe de l'Est. Nkrumah souhaitait un regroupement qui légitimerait le Pan-africanisme que lui-même ou George Padmore concevaient comme en opposition au mariage entre la négritude de Senghor et le caractère limité de la décolonisation française. Pour idéalistes que fussent les discours, tant Nasser que Nehru étaient conscients de ce qu'impliquait la présence autour d'eux des bases de traités associés (l'OTAN et l'OTASE). Ces bases étaient sous l'hégémonie des Etats-Unis et assuraient à ce pays la prolongation et l'institutionnalisation de la prééminence militaire qu'il avait acquise durant la Seconde Guerre mondiale.

Si, en théorie, ces bases étaient dirigées contre les pays communistes du Pacte de Varsovie et contre la Chine, en fait leur principal pouvoir de dissuasion consistait à avertir les partis communistes, et de fait les partis de gauche, que s'ils s'avisaient de prendre le pouvoir, ce ne serait qu'au prix de la guerre civile.

Les bases de traités servaient aussi à rappeler aux partis au pouvoir que leur protection vis-à-vis de l'extérieur dépendait du bon vouloir politique et de la puissance militaire de l'Amérique. Etant donné que la défense des frontières de l'Etat est une des fonctions du gouvernement dans un Etat-nation, les arrangements d'après-guerre limitèrent -- sous forme naissante sinon explicite -- la souveraineté. Ce fut la prise de conscience des implications de cet état de choses qui fit que la Grande-Bretagne développa sa bombe atomique hors de l'OTAN, et la France sa force de frappe. Elles étaient proprement symboliques, ni l'une ni l'autre ne pouvant servir dans un conflit grave sans le soutien tactique des forces armées des Etats-Unis.

Qu'il s'agisse de la formation du mouvement des Non-alignés, des mesures pour renforcer l'Europe, ou de l'armement nucléaire de la Grande-Bretagne et de la France, on pourrait affirmer que ce qui était en jeu était la possibilité pour les pays de mener des politiques indépendantes, tout seuls si possible, et sinon, à l'intérieur d'arrangements souples, mais en tout cas d'échapper au contrôle hégémonique des USA tout en gardant leurs distances vis-à-vis de la dominance soviétique. Même en Amérique latine, où l'alliance entre une oligarchie agricole et l'armée renversa l'alliance entre les nouvelles élites intellectuelles et la bourgeoisie commerçante, la dépendance spécifique envers les USA allait de pair avec la recherche de moyens d'échapper à la dépendance.



Il était remarquable que la théorie de la dépendance, très à la mode à l'époque, s'attaquait aux Etats-Unis en minimisant gravement les clivages internes et les conflits sociaux.

Si le désir d'un autre modèle de société était toujours présent, on pensait pouvoir y parvenir en renversant l'ordre colonial. C'est ce que disaient explicitement les partis de Droite. La Gauche libérale hésitait, faisait concession sur concession, cherchait une réponse de Gauche à l'intérieur d'un paradigme construit par la Droite. En ce qui concerne ce qui est appelé la "Race", ces paradigmes n'étaient aucunement orientés vers l'analyse de phénomènes sociaux. Ils étaient ceux de l'action politique. Le "Seuil de tolérance" a fourni le cadre de référence pour un certain nombre d'expulsions. Le "Droit à la différence" a rendu possible qu'on accorde des droits différents dans le domaine public. L'ethno-développement a pu servir d'assise à la dislocation de l'Etat-nation et à l'épanouissement des ethnies. La conscience de classe nulle part n'était analysée, évaluée, ou plus rigoureusement définie. La conscience ethnique prospérait. C'était cette ethnicité qu'on tenait pour naturelle et désirable. Racines. Racines était le mot. Que la recherche des racines puisse être parfois désopilante ne frappait personne. Des clans, morts depuis des siècles, reconstituaient des rencontres de clan. Peu de gens réalisaient que les Sikhs, dans le Canada multiculturel où ils n'avaient aucun territoire, étaient une chose -- mais que la question des Sikhs en Inde était une affaire d'une tout autre gravité.

Les nouvelles théories, le nouveau langage légitimaient les appels à la sécession, à la séparation, en annonçant à la fois qu'il existait comme une différence intrinsèque qui rendait impossible que des groupes ethniques puissent vivre ensemble. Mais ces théories étaient-elles nouvelles ? Je soutiens que non. Elles n'étaient que du réchauffé des théories sur la nature de l'Etat et de la nation qui supposent que l'un comme l'autre sont homogènes et qu'en conséquence ils possèdent des frontières naturelles dressées de toute éternité : par une culture éternelle, une langue éternelle, et souvent une religion éternelle.

## **Les différents masques de l'Etat et de la nation**

Ce serait toutefois une erreur de voir la montée de la conscience ethnique comme le résultat d'un certain nombre d'idées. C'est plutôt le fait que le système social et économique était en crise dans le cours même de son élaboration qui provoqua la propagation de ces idées. Peu d'Etats-nations ont pu se construire sans la présence d'une autorité centrale capable de faire, ou du moins de contrôler, la distribution de biens et services, de maîtriser la sécurité intérieure et de servir de médiateur entre parties en conflit. Dans certains pays, le secteur privé est en apparence le "moteur de l'économie", mais en fait ce sont les Etats qui fournissent l'infrastructure qui le rend possible et l'oriente. C'est l'Etat qui en dernière analyse contrôle la monnaie, et donc les crédits qui vont être alloués à tel ou tel secteur. C'est l'Etat qui contrôle -- même si c'est de façon indirecte -- la production et la reproduction de la force de travail à travers ses politiques d'éducation, ses politiques de santé et ses services sociaux. Là où l'Etat ne peut rien faire de tout cela, il est difficile de parvenir à cimenter la société. Le lien social est alors réservé aux domaines où l'Etat peut disposer de loyalismes et à ceux où il y a coïncidence d'intérêts plutôt que création d'intérêts communs. Là où l'accumulation interne de capital est faible, il se peut que l'Etat joue un rôle direct dans le secteur principal de production, pas seulement afin de favoriser le développement industriel, ni encore de contrôler la distribution du surplus, mais afin de

construire les relations de clientèle susceptibles d'entraîner des liens de cohésion une fois les zones d'intérêt créées. L'Administration, c'est-à-dire la bureaucratie d'Etat, peut avoir pour but non pas simplement de gérer les institutions étatiques, mais aussi de rémunérer et créer une petite bourgeoisie qui sera fidèle à l'Etat et aura intérêt à maintenir l'Autorité centrale.

L'un des problèmes de la fin des années soixante-dix et de l'ensemble des années quatre-vingt fut de savoir jusqu'à quel point l'Etat, dans un certain nombre de pays, se trouvait capable de tenir ce rôle. Dès la fin des années soixante déjà, la Banque mondiale, par la voie de l'Unesco, prit l'initiative d'accorder des prêts pour l'éducation. Voilà qui semble bien inoffensif. Après tout, le développement de l'instruction avait été une des revendications lors des luttes pour l'Indépendance. Peu de gens savent que des "clauses conditionnelles" structuraient le système d'éducation de manière à assurer une sélection accrue, un taux fonctionnel d'alphabétisation (ou d'analphabétisme) et la production délibérée de gens qui seraient inemployables. Ce sont ces derniers qui, à la fin des années quatre-vingt, allaient être non seulement sans formation, mais incapables d'en suivre une, et difficilement intégrables dans la production économique. Dans le même temps, déclinait le contrôle de l'Etat sur la violence à l'intérieur de son territoire. Il en fut surtout ainsi à partir du milieu des années quatre-vingt. On pouvait se procurer des armes avec une incroyable facilité en échange d'allégeances politiques -- ceci faisait partie de la recherche continuelle de marchés pour les armes --, et aussi, de façon croissante, contre de la drogue, sur le marché parallèle. L'extrême complexité de ce dernier et son utilisation par un certain nombre d'organisations "honorables" pour faire passer les armes ou pour fournir de l'argent liquide lui garantissaient de prospérer hors du contrôle du Gouvernement central -- même là où étaient impliqués des représentants importants du Gouvernement. De fait, partout où existait un conflit grave ou la menace d'un tel conflit, le marché de la drogue prospérait, qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de l'Extrême-Orient, de l'Amérique latine ou de l'Irlande du Nord. La drogue étant illégale, la survie du marché a nécessité la création et l'entretien d'une petite criminalité et l'usage croissant de méthodes de contrôle social parallèle, y compris la liquidation physique. C'est en cette situation de crise de l'Etat que la revendication de la conscience ethnique apparaît et devient une force politique car elle légitime l'effondrement de l'Etat et procure une justification idéologique à la naissance de nouveaux pouvoirs localisés. Mais en aucun cas ce ne sont ces pouvoirs qui contrôlent le processus. Cela fut assuré par une série de mesures "internationales" qui hâtèrent la mort de l'Etat.

Le développement industriel dépend :

- (a) de la disponibilité en capital ;
- (b) de la disponibilité en marchés ;
- (c) du travail.

L'un des moyens pour accumuler rapidement du capital était d'emprunter. C'est à cet endettement qu'avaient recours la plupart des pays, qu'il s'agisse de pays en voie de développement ou de pays développés. Ce qui manquait aux pays en voie de développement étaient les moyens de contrôler, ou même d'influencer la finance internationale. C'est elle qui transféra aux pays en voie de développement la crise financière déclenchée par l'abandon de la stabilité des taux de change. Si dans les pays développés, la crise semblait simplement consister en l'augmentation du chômage, dans les

pays en voie de développement et en Europe de l'Est, la crise consistait en ce que le gouvernement lui-même était devenu incapable d'assurer la production et la distribution des marchandises. Mais, plus importantes encore que la crise de la dette dont on discutait tant à la fin des années quatre-vingt, étaient les conditions cachées du remboursement sans lequel les disponibilités internationales de trésorerie ne pouvaient être garanties. Ces conditions de remboursement ne visaient pas à un simple remboursement de dette, mais à démanteler le contrôle de l'Etat dans tous les secteurs et à installer une économie de laisser faire dans laquelle la croissance devait être du ressort du secteur privé et dans laquelle une compétition économique "libre" serait garantie. Ce démantèlement du contrôle de l'Etat n'était pas limité aux domaines où existait manifestement un capital d'Etat. Sous la rubrique "subventions", le contrôle couvrait la santé, l'éducation, les services sociaux, les transports, l'eau et même l'incarcération de prisonniers. Dans le même temps, on estimait que les organisations de travailleurs portaient atteinte à, ou du moins modéraient, la "liberté" du capital de se procurer du travail à des taux établis de façon concurrentielle par le capital. La tâche principale de l'Etat était, en conséquence, de maintenir la loi et l'ordre (y compris de contenir l'agitation du monde du travail) sans quoi la "liberté" ne pourrait continuer. Etant donné que, même là, il était aux prises avec des groupes armés parallèles, l'Etat était de fait rendu impuissant.

Dans cette même période d'impuissance de l'Etat, l'ampleur de la privatisation créa et/ou aiguïsa la compétition pour les ressources rares. La privatisation s'étendait aux écoles et aux hôpitaux. C'était un domaine, pour prendre un exemple, que chaque religion pouvait ambitionner de contrôler. La privatisation englobait la culture. Nombre d'organisations "culturelles" pouvaient ainsi proliférer, etc. Mais leur efficacité dépendait du contrôle de leurs propres sujets. La "libéralisation" des échanges commerciaux, comme on l'appelait, eut d'autres effets. Aucun pays n'avait réussi à s'industrialiser sans un certain degré de protectionnisme, quels que soient les discours sur le "libre-échange" exportés par leurs porte-parole. Le miracle des dragons asiatiques, du Japon à Taïwan, a résulté d'un haut degré de protectionnisme. La fin de toutes formes de barrières douanières mit en faillite du jour au lendemain la plupart des entreprises locales. Celles-ci, soit furent obligées d'entrer dans un conglomérat international -- ce qui accéléra le processus d'internationalisation de l'industrie --, soit perdirent la partie face à la concurrence des Etats-Unis, de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne ou du Japon. C'est ce qui se produisit même dans le cas de l'Inde qui avait atteint un degré relativement élevé de développement industriel. La méthode de développement capitaliste qui fut la plus communément utilisée -- la substitution d'importation -- accéléra le processus. Certes, cette méthode de développement capitaliste selon laquelle des marchés protégés ont été capturés en transférant une partie de la production dans un pays donné, s'est révélée hautement vulnérable. Toutefois, elle avait joué son rôle historique. Elle avait entravé les transferts technologiques, ouvert la voie au dumping, et avait été un moyen d'aiguïser les besoins du consommateur. La méthode nouvelle fut de relocaliser les industries là où le travail était le moins cher.

Ce processus a dépendu en définitive des réglementations et des tarifs établis par les Etats. Mais il a aussi décimé une bourgeoisie montante dans les pays en voie de développement, et fut un moyen de contrôler les coûts du travail non seulement dans les pays en voie de développement, mais aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. L'agriculture connut le même destin, annihilant les gains qu'avait réalisés la production agricole depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le libre-échange a, dans le passé, engendré la famine, comme en témoignent la série

de famines en Irlande entre 1838 et 1842. C'est à elles qu'est due la dépopulation de l'Irlande non seulement à cause des pertes en vies humaines mais, de façon plus décisive, à cause de l'émigration. Les statistiques démographiques en montrent la gravité. L'Irlande, dont on estimait la population à 7 millions au début du 19<sup>ème</sup> siècle, compte aujourd'hui environ 4,2 millions d'habitants (si l'on inclut le Nord, encore colonisé). Ce sont les bouleversements sociaux dus à la famine qui plongent l'Irlande dans une crise intérieure qui dure encore aujourd'hui et c'est la mémoire de cette famine qui est le creuset de son histoire moderne.

Certes la famine a frappé de larges zones en Afrique, augmentant l'urgence de la fuite et aiguisant des conflits armés désespérés. Mais ce n'est plus la famine qui provoque l'exode. La paupérisation ou même la pauvreté relative peuvent pousser des populations à chercher refuge à l'extérieur.

La liberté du Capital a été traditionnellement contrebalancée par la liberté du Travail. Si le capital traverse les frontières, de même le travail. Cela s'est accompli fréquemment -- quoique pas forcément -- sans formalités particulières. L'actuelle économie de laisser faire a mis fin à cette composante, si bien que d'un côté, plus aucun frein n'est mis au capital et que de l'autre, la migration en provenance de nombreux pays n'est plus autorisée à être autre chose qu'illégal, clandestine, ou sous forme de réfugiés.

## **L'exclusion productrice de réfugiés**

Le "problème" des réfugiés n'est plus alors seulement un problème de réfugiés mais, dans sa dimension actuelle, il devient la conséquence du libre-échange. Ce n'est pas un problème propre au Tiers Monde ou à l'Europe de l'Est. Car chacune de ses caractéristiques principales affecte déjà l'Europe, et nombre des difficultés existent déjà aux Etats-Unis, même si c'est de façon cachée et segmentaire.

La démocratie politique a été, dans une certaine mesure, conquise. Un nouvel ordre international est déjà en place. La question est de savoir comment les deux vont évoluer. Je vois peu de choix possibles. Ce qui se passe en Bosnie n'est absolument pas exceptionnel. L'utilisation des croix gammées n'est pas due au hasard. Car déjà la démocratie commence à virer à l'aigre et, comme le montrent les élections en Pologne, peut-être bien qu'on ne la juge pas comme un gain suffisamment important en regard de la perte de revenu et de bénéfices.

Il faut remarquer que l'idée que la démocratie est liée à un certain type de société d'abondance n'était pas limitée aux pays "communistes". Même là où des gouvernements furent démocratiquement élus, comme dans la Jamaïque du premier gouvernement de Norman Manley, la pénurie eut pour conséquence la perte des élections et donc du pouvoir politique, et ce même en présence de quelques programmes destinés à aider les pauvres. C'est pourquoi il est trop facile de présumer que seuls les riches sont intéressés par ce qu'on a appelé de façon vague la société "de consommation". Bien plutôt, l'accès aux produits de consommation est une des conditions, inexprimée, d'une élection dans toute société démocratique. Qu'il ait été su que le gouvernement Manley soutiendrait des élections libres n'a pas empêché la Jamaïque de produire son lot de réfugiés.

Il est bien évident, néanmoins, que peu de gouvernements sont capables de garantir, à

la majorité de leur population, un accès à l'emploi tel qu'à son tour il donnerait accès non seulement à de bons produits mais aussi à ces avantages qui -- fournis jusqu'ici par l'Etat -- doivent désormais être directement achetés. Non seulement il en est ainsi, mais cela frappe plus durement des catégories spécifiques -- celles qui, pour des raisons multiples, sont plus vulnérables sur le marché du travail : les jeunes, les femmes, certains groupes ethniques. Il n'est pas surprenant que ce soient les jeunes qui sont le plus susceptibles d'être recrutés dans des activités parallèles, qu'il s'agisse de la drogue, du grand gangstérisme, ou des groupes para-militaires. En ce qui concerne les femmes, il nous faut considérer avec quelque méfiance l'hystérie générale quant à l'importance de la famille. Tant on fait l'éloge du "caractère sacré" de la famille, et les femmes sont contraintes au travail domestique, aux soins des enfants ou des frères et soeurs, aux soins des malades et aux soins des personnes âgées. Alors même que les mouvements féministes font le bilan de leurs victoires, voilà que ressuscite le retour aux trois "K" susceptibles de régir étroitement la vie d'une femme. Il en est ainsi explicitement en Union soviétique mais cela existe, et de façon peut-être plus efficace, ailleurs. C'est au moyen de la famille que les femmes sont éliminées du marché du travail et de l'université afin de remplacer des services sociaux qui sont désormais une affaire "privée".

On admet généralement que la question de la Bosnie pourrait être suivie d'une conflagration ethnique en ex-Union soviétique. On admet parfois qu'il existe une tradition de racisme en Europe de l'Ouest. De fait, la formulation des conflits ethniques dans des termes que j'appellerais racistes -- puisque cela comprend des caractéristiques fixes, qu'il s'agisse de religion, de perception physique, ou de langue -- s'est trouvée partout aiguisée ou a été re-crée. Dans cette mesure, le nouveau fondamentalisme, qui existe dans toutes les religions, est bien plus qu'une pensée confuse, et plus qu'un simple messianisme. Il contribue en partie à une idéologie qui légitime le démantèlement tant de l'Etat que de formes de solidarité internationale, tout en ayant l'air en même temps de fournir un cadre inter-classiste à la détermination des comportements. La morale, puisqu'elle ne peut plus être garantie par la voie de sanctions et avantages au niveau de la société, est désormais garantie par des sanctions locales et des pogroms.

La fin des informations et l'ascension du spectacle ont été l'une des conséquences des nouvelles liaisons dans les télécommunications. La double hystérie du bavardage filmé sur le vif et du mal désincarné, tous deux dans le contexte d'une nouvelle aire de secret gouvernemental, érode non seulement le processus politique, mais aussi la logique scientifique que nous avons acquise au cours des siècles.

La crise actuelle n'est donc pas du tout la même chose que les crises précédentes. Elle menace tous les Etats, toutes les communautés, tout véritable libéralisme, en même temps qu'elle détruit sa propre raison d'être : les traditions démocratiques. La nécessité s'impose de ré-énoncer ces dernières. La nécessité d'analyser, d'enregistrer, d'évaluer, devient le devoir des universitaires. Car la nature même du travail académique est mise aujourd'hui en péril. Et celui-ci est peut-être, en ce moment, le seul rempart contre la nature soi-disant aveugle des forces d'un marché sans entraves, contre un racisme sans entraves, et contre le démantèlement de l'Etat-nation.